

17 FEV. 2018

Bureau du cabinet du ministre



Marcheprime le 14 février 2018

Ministère de l'intérieur  
A l'attention de monsieur le Ministre  
Place Beauvau  
75008 Paris

Objet : Synthèse équipement de la police municipale de caméras mobiles  
Copie : Monsieur le Préfet de la région Nouvelle Aquitaine

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser la présente conformément à l'article L 241-1 du Code de Sécurité Intérieure, du décret 2016-1861 du 23 décembre 2016 **relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions** et de l'arrêté en date du 2 juin 2017 de monsieur le Préfet de Gironde autorisant la police municipale de Marcheprime de procéder lors des interventions à un enregistrement audiovisuel par le biais de caméras individuelles.

Leurs missions sont définies par l'article L2212-5 du CGCT, mais également par des lois spéciales qui leur sont propres et qui leur donnent de nombreuses compétences dans de nombreux domaines. Aujourd'hui, les policiers municipaux de la commune interviennent dans leur mission de surveillance générale sur la voie publique, ils surveillent la circulation avec constatations et verbalisations des infractions au Code de la Route et interviennent sur les conflits de voisinage. Ils sont également susceptibles d'intervenir après 23 heures pour prêter assistance aux sapeurs pompiers ou à la demande de la gendarmerie nationale.

La police municipale a utilisé depuis le 6 juin 2017 les caméras lors de certaines interventions dont le plus souvent lors des missions de police route. Les vérifications se sont passées sans incidents tant de la part des personnes interpellées que du personnel de la police municipale. Le ressenti de mon personnel est que le port et l'annonce d'un contrôle filmé a modifié positivement le comportement et les propos des personnes contrôlées. La différence est notable depuis l'utilisation de celles-ci.



MARCHEPRIME  
Une ville au cœur

Il n'y a eu aucunes procédures judiciaires, administratives et disciplinaires qui ont nécessité la consultation et l'extraction des données provenant des caméras.

Veuillez croire, Monsieur le ministre, en l'expression de ma considération distinguée.



Le Maire,

Serge Baudy